

[NL] Publication d'un contenu illicite pendant la diffusion d'un événement Facebook Live d'un radiodiffuseur public

IRIS 2020-8:1/15

Michelle Seel
Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 7 juillet 2020, le tribunal d'instance d'Amsterdam (*Rechtbank Amsterdam*) a rendu un jugement particulièrement important au sujet d'un contenu illicite publié à l'occasion d'un événement Facebook Live d'un radiodiffuseur public. Le contenu en question a été considéré comme relevant de l'article 137c du Code pénal néerlandais, qui interdit toute forme d'insulte publique contre un groupe de personnes en raison de leur race, de leur religion et de leur orientation sexuelle, notamment.

Les faits litigieux dans cette affaire concernent les propos publiés par un homme de 49 ans dans la rubrique consacrée aux commentaires de l'événement en direct du radiodiffuseur public NOS lors du festival Keti Koti, diffusé sur Facebook Live. Il s'agit d'un festival annuel qui célèbre l'abolition de l'esclavage. En réponse à la diffusion en direct, dans laquelle, à ce moment-là, des couronnes étaient déposées en mémoire de l'esclavage, il avait écrit : « *De slaven mogen de krans slepen* » (« les esclaves peuvent déposer une couronne »). Cette diffusion en direct avait été visionnée par un grand nombre de personnes, y compris des personnes d'origine surinamaise. Le commentaire publié par cet homme avait donné lieu à une procédure pénale engagée à son encontre, au cours de laquelle il a affirmé devant le tribunal qu'il n'avait nullement cherché à insulter un groupe de personnes et qu'il était bouleversé d'avoir agi ainsi. C'est pourquoi il a présenté ses excuses au tribunal, ainsi qu'aux parties lésées.

Afin d'établir une responsabilité pénale, il revient au tribunal d'examiner si le commentaire relève des exigences énoncées à l'article 137c du Code pénal néerlandais. Cet examen peut être réalisé par le tribunal sur la base des critères d'évaluation retenus dans la jurisprudence antérieure de la Cour européenne, conformément à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme. En résumé, le tribunal doit déterminer (1) si le commentaire litigieux vise à insulter un groupe de personnes en raison de leur race, de leur religion, de leur croyances, de leur orientation sexuelle ou d'un handicap physique ou mental ; (2) si le commentaire a été formulé dans un contexte particulier qui lui ôterait potentiellement son caractère offensant du fait du droit à la liberté d'expression consacré par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme ; et, (3) si le commentaire publié doit être assimilé à des propos inutilement insultants.

S'agissant des critères d'évaluation, le tribunal a indiqué que l'utilisation du mot « *slaven* » (esclaves) visait à heurter les personnes de couleur, puisque leurs ancêtres avaient été contraints à l'esclavage. L'homme avait également utilisé un émoticône souriant, ce qui renforçait le caractère malveillant du commentaire. La Cour européenne des droits de l'homme avait par ailleurs conclu dans ses précédents arrêts que le caractère offensant d'une déclaration pouvait se justifier si les propos en question contribuaient au débat public. Ainsi, puisque cet homme a précisé qu'il n'avait pas cherché à débattre d'un sujet spécifique, son commentaire n'a pas contribué au débat public. En outre, le tribunal a jugé que ce commentaire était « particulièrement grave et inutilement offensant », ce qui a conduit à la condamnation de l'intéressé. Le tribunal a en revanche tenu compte du fait que son casier judiciaire était vierge et qu'il avait présenté des excuses pour le commentaire publié. Le tribunal a ainsi prononcé une condamnation pour insulte collective et lui a infligé une amende de 300 EUR, dont la moitié assortie d'un sursis.

Rechtbank Amsterdam 7 juli 2020, ECLI:NL:RBAMS:2020:3315

<https://uitspraken.rechtspraak.nl/inziendocument?id=ECLI:NL:RBAMS:2020:3315>

Tribunal d'instance d'Amsterdam, 7 juillet 2020, ECLI:NL:RBAMS: 2020:3315

